**JUGEMENT N°012
du 16/01/2024**

**REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY**

ACTION EN RESPONSABILITE

AFFAIRE :

**ISSA MAHAMADOU
(SCPA IMS)**

Le tribunal de commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du seize janvier deux mille vingt-quatre, tenue au palais dudit tribunal par Madame **Maimouna OUMAROU IBRAHIM**, présidente, en présence de Mr **Ibba Ahmed Ibrahim** et de Mme **Maimouna Malle Idi**, tous deux juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de Maître **Awa Boubacar**, greffière, a rendu le jugement dont la teneur suit :

C/

ENTRE :

**NOURREDINE ALISSO
(SCPA LBTI)**

ISSA MAHAMADOU, âgé de 40 ans, commerçant nigérien demeurant à Niamey, assisté de la SCPA IMS, Avocats associés à la cour, BP : 11457 Niamey, [Tél : 20.37.07.03](tel:20.37.07.03), en l'étude duquel domicile est élu ;

DECISION :

Reçoit l'exception de nullité de l'assignation soulevée ;
La rejette comme étant mal fondée ;
Reçoit l'action de Monsieur Issa Mahamadou régulièrement introduite ;
Déboute Monsieur Issa Mahamadou de toutes ses demandes formulées comme étant mal fondées ;
Reçoit la demande reconventionnelle de Monsieur Nourredine Alisso ;
Condamne Issa Mahamadou à lui payer la somme de 500.000 F CFA à titre de frais irrépétibles ;
Condamne Issa Mahamadou aux dépens.

D'une part

ET

NOURREDINE ALISSO, opérateur économique, nigérien demeurant à Niamey, Ex-gérant de la Société Nigéro-Chinoise de Construction SNCC, ayant son siège à Niamey au quartier Koira-Kano, BP : 10539 Niamey, assisté par la SCPA LBTI, avocats associés à la Cour, 86 avenue du Diamngou, Rue PL34, B.P : 343 Niamey ;

D'autre part

EXPOSE DU LITIGE

Par acte en date du 15 Mars 2023, Monsieur ISSA MAHAMADOU a fait assigner la Société Nigéro-Chinoise de Constructions (SNCC) devant le tribunal de commerce de Niamey afin de :

- Constaté, dire et juger que Monsieur NOUREDINE ALISSO en tant que gérant de la société Nigéro-Chinoise de construction, par abréviation « SNCC » SARL a commis des fautes dans l'exercice de ses fonctions ;
- Constaté, dire et juger que Monsieur NOUREDINE ALISSO en tant que gérant de la « SNCC » SARL est seul responsable du préjudice qu'il a subi ;
- Condamner par conséquent, Monsieur NOUREDINE ALISSO à lui payer la somme de 19.484.000 Fcfa correspondant aux frais de location des étais et la somme de 100.000.000 Fcfa à titre de dommages et intérêts ;
- Ordonner l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement nonobstant toutes voies de recours sous astreinte de 10.000.000 Fcfa par jour de retard ;
- Condamner Monsieur NOUREDINE ALISSO aux entiers dépens.

Au soutien de ses demandes, Monsieur ISSA MAHAMADOU expose que la Société Nigéro-Chinoise de Constructions, pour ses besoins des coulages des bétons, avait loué ses supports (Étais) au nombre de 600 pieds en raison de 50 Fcfa de frais de location par jour et par étais ;

Qu'à ce jour, aucun franc n'a été payé comme frais de location malgré l'engagement matérialisé de la SNCC, sur PV de conciliation en date du 23 Septembre 2021, de lui payer la somme de 8.324.000 Fcfa ; et pire les étais n'ont pas été restitués ;

ISSA MAHAMADOU indique que, depuis lors, il s'est écoulé, en plus 372 jours, soit la somme de 11.160.000 Fcfa à rajouter au montant des frais de location qui s'élevaient à 8.324.000 Fcfa soit un total de 19.484.000 Fcfa ;

Issa Mahamadou explique que la SNCC a été radiée sans tenir compte des intérêts des tiers en ce que cette dernière n'ignore pas ses engagements à son égard vu qu'elle avait accepté de signer un procès-verbal de conciliation judiciaire et de reconnaissance de dette devant le juge de l'arrondissement communal Niamey IV ;

Il ajoute que la SNCC n'a pas satisfait ainsi à l'obligation légale et morale d'informer, ses débiteurs et créanciers, de la radiation ;

Il rajoute que Monsieur NOUREDINE ALISSO en tant que gérant de la SNCC SARL est responsable de la gestion de bonne foi de la SNCC ; qu'en agissant comme il l'a fait et en toute connaissance de cause, il engage sa responsabilité conformément à la loi ;

Enfin, pour soutenir ses prétentions il invoque les dispositions des articles 161 et 330 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés commerciales et GIE ;

En réponse, Nourredine Alisso conclut principalement à la nullité de l'assignation pour violation de l'article 435, 438 et 439 du Code de Procédure Civile.

Il explique que l'exploit d'assignation a été délivré le 15 Mars 2023 à 11H45 mn pour une audience du 22 Mars 2023, soit donc moins de huit (08) jours requis par la loi ; que par conséquent, en application des dispositions des articles 438 et suivants du CPC, ladite assignation est nulle.

A titre subsidiaire, il conclut au mal fondé des prétentions du demandeur en relevant d'abord que la procédure de radiation n'est pas irrégulière ; que toutes les formalités requises au regard de l'article 201 et 202 de l'AUDCG/GIE ont été accomplies et vérifiées par le greffe du tribunal de commerce, d'où la délivrance du certificat de radiation. Que, donc, c'est à tort qu'Issa Mahamadou lui reproche une prétendue faute de Gestion.

Nourredine Alisso relève ensuite, que le demandeur n'apporte pas la preuve d'une faute de gestion qui lui est imputable, invoquant mal les articles 161 et 330 de l'acte uniforme ;

Que l'article 330 précité indique pourtant que les gérants ne sont responsables, individuellement ou solidairement, que soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion ;

Que le dirigeant social est en principe irresponsable vis-à-vis des tiers sauf dans deux hypothèses : lorsqu'il n'a pas agi en qualité d'organe social ou laisse planer un doute sur sa qualité et lorsqu'il a commis une faute personnelle détachable de ses fonctions ;

Qu'en l'espèce, Issa Mahamadou ne caractérise pas et ne rapporte aucunement pas la preuve d'une faute détachable de ses fonctions de gérant et qui lui serait imputable ;

Qu'au surplus, le contrat ayant un effet relatif, le gérant ne peut être attiré pour répondre des engagements souscrits par la société ;

Le défendeur Nourredine Alisso fait valoir enfin qu'aucune pièce (contrat de location, bon de livraison, reconnaissance de dette) n'est versé au dossier ne serait-ce à titre de commencement de preuve par rapport au montant réclamé au principal ;

Qu'aux termes de l'article 24 du CPC : « il incombe à chaque partie de prouver, conformément à la Loi, les faits nécessaires au succès de sa prétention » ;

Qu'en l'espèce le demandeur Issa Mahamadou se contente d'affirmer que la SNCC a loué des étais (600) pieds en raison de 50 Fcfa par jour sans en apporter la moindre preuve ;

Que le PV de conciliation du 23 septembre 2021 ne peut servir de preuve du montant réclamé en ce que d'une part, cet acte a été signé par une personne tierce, inconnue du concluant, et d'autre part qui n'est pas habilité à la représenter ;

Il relève que s'agissant de la demande de dédommagement faite par Issa Mahamadou, ce dernier ne démontre pas à quoi correspond les 100 millions dont il sollicite le versement au regard des

articles 1149, 1150 et 1153 du code civil ;

A titre reconventionnel, Nourredine Alisso formule, enfin, une demande pour condamnation d'Issa Mahamadou à lui payer la somme de 5 millions à titre de frais irrépétibles et de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi pour action malicieuse et vexatoire, téméraire et frustratoire.

MOTIFS DE LA DECISION :

En la forme :

Les deux parties ayant été représentées à l'audience par leurs avocats respectifs, la décision sera contradictoire à leur égard ;

Sur la nullité de l'assignation :

Aux termes de l'article 438 du Code de procédure civile : « *l'assignation doit être délivrée au moins huit (08) jours avant l'audience. Ce délai est augmenté en raison des distances conformément aux dispositions de l'article 77 de la présente loi* » ;

Il est constant qu'en l'espèce, l'assignation délaissée au défendeur Nourredine Alisso le 15 mars 2023 à 11h45mn pour comparaître à l'audience le 22 mars 2023 à 09 heures ne respecte pas le délai de huitaine prescrit par l'article précité ;

Cependant, s'agissant des actes de procédure, il est de principe qu'il n'y a pas de nullité sans grief ; le défendeur ne rapporte pas la preuve d'un grief quelconque en démontrant que le non-respect d'un quelconque délai ait perturbé sa défense ; surtout qu'il a pris le soin de communiquer ses conclusions en défense le 06 Avril 2023 ;

Il s'ensuit que, bien que le délai prescrit à l'article susvisé n'ait pas été respecté, le défendeur n'a pas subi de grief de ce manquement de sorte que la nullité invoquée ne peut prospérer, il y a lieu de rejeter par conséquent cette exception ;

De ce fait, l'action de Monsieur Issa Mahamadou étant introduite dans les forme et délai de la loi, il convient de la déclarer recevable.

Au fond :

Sur la responsabilité de Monsieur NOURREDINE ALISSO :

Il ressort des pièces du dossier que la Société Nigéro-Chinoise de Construction « SNCC » SARL a loué, dans le cadre de ses

constructions et pour les besoins de coulage de bétons, six cent (600) supports (Étais) auprès de Monsieur Issa Mahamadou en raison de 50 Fcfa de frais de location par étais et par jour ; ladite société a été radiée d'où l'action en responsabilité de Monsieur Issa Mahamadou contre Mr Nourredine Alisso, gérant de la SNCC, qu'il estime avoir commis des fautes dans l'exercice de ses fonctions et d'être le seul responsable du préjudice qu'il a subi ;

Pour le défendeur, la radiation de la société est régulière ; il fait valoir l'absence de preuve d'une faute de gestion qui lui est imputable au regard des articles 161 et 330 de l'acte uniforme mal invoqués par le demandeur ; il argue, en outre, qu'en vertu de l'effet relatif du contrat, le gérant ne peut être attrait pour répondre des engagements souscrits par la société ; il précise, par ailleurs, qu'aucune pièce (contrat de location, bon de livraison, reconnaissance de dette) n'est versé au dossier ne serait-ce à titre de commencement de preuve par rapport au montant réclamé au principal ; il fait valoir enfin que le PV de conciliation du 23 septembre 2021 ne peut servir de preuve du montant réclamé en ce que d'une part, cet acte a été signé par une personne tierce, inconnue et qui n'est pas habilité à représenter la SNCC ;

Il convient de relever au préalable qu'aux termes de l'article 330 de l'AUDSC/GIE : « Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement, selon le cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion (...) » ;

La faute de gestion suppose un manquement (acte, fait ou abstention) commis dans l'exécution du « mandat » social et qui porte atteinte aux intérêts de la société ou des associés ;

A l'égard des tiers, comme à l'égard de la société ou des associés, la responsabilité civile du gérant d'une SARL est subordonnée aux conditions exigées par le droit commun de responsabilité civile c'est-à-dire dire qu'il faut une faute, un dommage et un lien de causalité entre la faute et le dommage ;

Le tiers doit donc apporter la preuve d'une faute personnelle du gérant séparable de ses fonctions (une faute étrangère ou extérieure aux fonctions) sinon c'est la responsabilité de la société qui serait engagée à l'exclusion de celle du gérant ;

Dans le cas d'espèce, Monsieur Issa Mahamadou n'apporte pas la preuve d'une faute personnelle commise par le gérant de la SNCC Monsieur Nourredine Alisso ;

Les affirmations faites par le demandeur selon lesquelles Nourredine Alisso est seul responsable du préjudice qu'il a subi ne peuvent convaincre en absence de preuve d'une faute commise et d'un lien de causalité entre la faute et le dommage ; qu'il y a lieu de dire que Monsieur Nourredine Alisso n'est guère responsable subi par Monsieur Issa Mahamadou ;

Relativement à la régularité de la radiation ; le certificat de radiation délivré par le Greffier en Chef du Tribunal du commerce de Niamey prouve à suffisance sa régularité puisse la délivrance d'un tel acte n'a lieu qu'après vérification de l'accomplissement de toutes les formalités de publicité requises ;

Au regard de tout ce qui précède, il y a lieu de rejeter toutes les demandes de Monsieur Issa Mahamadou comme étant mal fondées.

Sur la demande reconventionnelle :

Monsieur Nouredine Alisso demande reconventionnellement la condamnation Monsieur Issa Mahamadou à lui payer la somme de 5.000.000 F CFA à titre de frais irrépétibles et de dommages et intérêts en réparation du préjudice qu'il a subi des suites de la cette action abusive, malicieuse, vexatoire, téméraire et frustratoire ;

L'article 15 du Code de procédure civile prévoit en effet que *« l'action malicieuse, vexatoire, dilatoire, ou qui n'est pas fondée sur des moyens sérieux, constitue une faute ouvrant droit à réparation. Il en est de même de la résistance abusive à une action bien fondée »* ;

Il convient de relever cependant que l'exercice d'une action est un droit qui ne saurait être sanctionné pour son insuccès au fond ; en l'espèce, la location des états du demandeur par la SNCC justifie la saisine des juridictions ; c'est pourquoi, Monsieur Nourredine Alisso sera débouté en sa demande de dommages et intérêts ;

Relativement aux frais irrépétibles, il résulte de l'article 392 du Code de procédure civile que la partie perdante ou tenue aux dépens peut être condamnée à payer à l'autre partie la somme que le juge détermine au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

Il est établi en l'espèce que Monsieur Nourredine Alisso s'est attaché les services d'un avocat pour assurer sa défense dans cette procédure qui l'oppose à Monsieur Issa Mahamadou, qui est la partie perdante ;

Il s'ensuit que la demande au titre desdits frais est fondée en son principe, tandis que pour son montant le tribunal estime raisonnable de lui allouer la somme de (500.000) F CFA ; il échet de condamner Monsieur Issa Mahamadou au paiement.

Sur les dépens :

Monsieur Issa Mahamadou ayant succombé à la présente instance sera en outre condamnée aux dépens conformément à l'article 391 du Code de Procédure Civile.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort :

En la forme :

- Reçoit l'exception de nullité de l'assignation soulevée ;
- La rejette comme étant mal fondée ;
- Reçoit l'action de Monsieur Issa Mahamadou régulièrement introduite ;

Au fond :

- Déboute Monsieur Issa Mahamadou de toutes ses demandes formulées comme étant mal fondées ;
- Reçoit la demande reconventionnelle de Monsieur Nourredine Alisso ;
- Condamne Monsieur Issa Mahamadou à lui payer la somme de 500.000 Fcfa à titre de frais irrépétibles ;
- Condamne Monsieur Issa Mahamadou aux dépens.

Avis de pourvoi : un (01) mois devant la cour de cassation à compter du jour de la signification de la décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus. En foi de quoi le présent jugement a été signé, après lecture, par la Présidente et la greffière.

Le Président

la Greffière.

La greffière

Suivent les signatures

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY, le 22/03/ 2024

Le GREFFIER EN CHEF